

GESTION DES DÉCHETS

La gestion en local de vos biodéchets, un premier pas vers la reconquête de l'autonomie alimentaire



Pendant le confinement, ici et là, on a pu constater que tel légume de base manquait à l'étalage ou que le prix des fraises était devenu prohibitifs. Il y a une raison simple à cela : en France, en 2019, la moitié des fruits et légumes consommés était importée, rendant les approvisionnements alimentaires fortement dépendants des flux logistiques. Les crises logistiques comme celle que nous venons de vivre sont amenées à se multiplier, du fait notamment du dérèglement climatique ; c'est pourquoi il est primordial dès aujourd'hui de réfléchir au renforcement de la sécurité de nos approvisionnements alimentaires.

Sur les 100 premières aires urbaines en France en 2017, seules 8 dépassaient le seuil de 5 % d'autonomie alimentaire. Pourtant il y a de ça un siècle, l'approvisionnement alimentaire des villes était assuré par les ceintures maraîchères. Ces ceintures maraîchères, et demain également l'agriculture urbaine, pourront fournir jusqu'à 20 % de nos besoins alimentaires! Et créer des emplois en sécurisant les agriculteurs locaux. Les Projets d'Alimentation Territoriaux sont des outils idéaux pour

formaliser une sécurisation alimentaire de nos villes et de nos agriculteurs locaux.

Composter localement

A la base de toute culture, il y a la fertilisation. Nous disposons de toutes les matières fertilisantes nécessaires pour produire des fruits et légumes de qualité. Nos déchets alimentaires, qui représentent le tiers de nos poubelles, sont une ressource précieuse. Ils peuvent être valorisés en compost localement et ainsi fertiliser nos cultures.

Trier et valoriser les déchets sera une obligation légale pour toutes les collectivités au 1er janvier 2024. Faire le choix du compostage en local - à l'échelle d'un quartier ou sur site pour les gros émetteurs comme les cuisines centrales - permet de gagner en indépendance. Il est 10 à 30 % moins cher que la solution "transport + méthanisation". Le bilan en termes de gaz à effet de serre est positif car le compost stocke du carbone

dans le sol et qu'il n'y a plus de transport de déchet en camions. Il existe aujourd'hui des composteurs micro industriels qui valorisent tous les déchets, y compris la viande et les emballages dit compostables pour lesquels il n'existe pas de filière nationale. Ils peuvent venir en relais des composteurs traditionnels en bois parfois saturés.

Favoriser le compostage de quartier, c'est également créer des emplois peu qualifiés, 1 emploi tous les 3 composteurs micro industriels. Cela favorise la création de lien social et reconnecte les gens : le compost produit sur place est utilisé par les jardiniers, amateurs comme professionnels, créant un pont entre les services municipaux, les habitants et les associations.

Bénéfices multiples

Alors par quoi commencer ? En mesurant son potentiel à travers l'audit de sa zone administrative afin d'évaluer la possibilité de mettre en place un projet d'agriculture urbaine intégrant plusieurs dimensions : les contraintes géographiques ; les potentiels d'espaces inutilisés dans les quels intégrer des fermes urbaines ; le potentiel de tri et valorisation des déchets alimentaires de certains sites producteurs tels que les établissements scolaires, les hôpitaux, les grosses entreprises, etc. En intégrant ces trois facteurs vous aurez une idée du coût d'investissement mais aussi des bénéfices à en tirer que ce soit d'un point de vue social (créations d'emplois, renforcement du lien social grâce à des animations dans les quartiers comme la création de jardins potagers partagés par exemple), environnemental, grâce au calcul de votre bilan carbone, et économique (coût de gestion des déchets, coût de production et de distribution des légumes). La résilience alimentaire est passé, en deux mois de sujet de spécialiste à un vrai enjeu pour les collectivités. Les premiers pas dans ce sens sont à la fois simples à réaliser et générateurs d'économies et d'emplois. Ne passons pas à coté de cette occasion unique de reconnecter les villes au cycle du

Sur les 100 premières aires urbaines en France en 2017, seules 8 dépassaient le seuil de 5 % d'autonomie alimentaire.